

LES FÉDÉRATIONS SPORTIVES DEVRONT MARCHER DROIT

Parole de Denis Coderre, les fédérations sportives devront marcher droit et offrir des services dans les deux langues officielles, si elles veulent recevoir des subventions d'Ottawa.

" Le sport amateur est devenu une priorité pour ce gouvernement. On a démontré que c'était un investissement, pas une dépense. Et il n'y a pas de citoyens de seconde classe ".

Le secrétaire d'État au Sport amateur dit ne pas avoir attendu le rapport de la Commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, sur le sport canadien, pour prendre des mesures concrètes dans le dossier linguistique.

Les relations entre le gouvernement fédéral et les fédérations sportives nationales seront désormais beaucoup plus serrées, assure-t-il.

" Donner de l'argent supplémentaire c'est une chose. Mais quand on a un drapeau, il faut aussi promouvoir les valeurs qui s'y rattachent. J'ai exigé des fédérations sportives nationales d'avoir un plan qui va toucher la question des langues officielles. "

Denis Coderre dit avoir demandé et exigé le 13 juin, lors d'une rencontre avec les fédérations sportives, que tous les outils de promotion et de visibilité, comme les sites Web, soient désormais dans les deux langues officielles.

Il ne pense toutefois pas qu'il doit et qu'il peut exiger que tous les entraîneurs nationaux maîtrisent les deux langues officielles. Il préfère de beaucoup embaucher des adjoints qui agiront à titre d'interprète : " Si ton meilleur entraîneur est un Chinois qui ne parle ni anglais, ni français, on peut embaucher des adjoints pour que cette personne puisse se faire comprendre. C'est une approche qui me plaît.

" On ne peut pas exiger un bilinguisme intégral de chaque entraîneur. On peut demander et s'assurer qu'il y a ait un environnement propice pour que l'athlète se fasse comprendre. S'il s'agit d'embaucher un adjoint supplémentaire, qu'on le fasse."

Selon M. Coderre, les relations entre l'entraîneur et l'athlète dépassent bien souvent la simple question linguistique : " Le sport est un langage universel comme la musique. Bien souvent, il y a une symbiose entre un athlète et un entraîneur ".

D'ailleurs, lorsqu'on analyse attentivement les réponses des athlètes francophones à un sondage réalisé par le Commissariat aux langues officielles, on découvre que la plupart des sportifs de haut niveau sont loin d'être très préoccupés par les questions linguistiques.

" Je n'ai pas été surpris parce que ces gens-là veulent faire avant tout du sport ". Mais, ajoute M. Coderre, il est sûr que les athlètes francophones préféreraient " évidemment " avoir certains services dans leur langue. Des soins de santé en français, par exemple, pour soigner les douleurs musculaires : " J'ai parlé à plusieurs athlètes et cela les fatiguait beaucoup, parce que ça touchait à leur intégrité physique ".

Malgré les critiques de la Commissaire aux langues officielles à l'endroit de Sport Canada, Denis Coderre affirme qu'il ne se tourne pas les pouces. Il admet qu'il reste du travail à faire, mais il demande un peu de temps. " Lorsque je suis arrivé au Cabinet (août 1999), ça faisait huit ans qu'il n'y avait pas eu de ministre des sports ".

Le lendemain de sa nomination à la tête du sport amateur, il a rencontré le président de l'Association olympique canadienne, Bill Warren, lors des Jeux panaméricains de Winnipeg. Le même Bill Warren qu'il avait vertement sermonné devant le Comité mixte sur les langues officielles alors qu'il était simple député, quelque temps après le fiasco linguistique des Jeux olympiques d'hiver de Nagano. " Je lui ai dit : à partir de maintenant, tout se fait dans les deux langues ".

Les deux hommes ont depuis signé au mois d'avril un protocole d'entente, qui engage l'Association olympique canadienne à faire la promotion des deux langues officielles. Sport Canada a aussi augmenté de 110 000 \$ le budget pour les services de traduction.

Mais le gros projet de Denis Coderre, c'est la mise en place d'une " vraie " politique nationale sur le sport. Après une série de six conférences régionales, le gouvernement fédéral tiendra en février un Sommet national sur le sport. Une nouvelle législation devrait ensuite remplacer la loi sur le sport amateur, vieille de 29 ans. Une loi qui va obliger les fédérations sportives financées par Ottawa à rendre des comptes, notamment dans le domaine linguistique.

M. Coderre promet enfin " un bilinguisme intégral " lors des Jeux olympiques de Sydney en septembre. " Je serai là à l'ouverture pour m'en assurer. J'ai déjà des ententes précises et concrètes que tout va se faire dans les deux langues officielles du côté de l'Association olympique canadienne ".

Il n'y aura pas un autre Nagano, assure le secrétaire d'État.

**Tiré de
l'Association de la presse**